

«Luxembourg for industry»

La Fedil appelle à une nouvelle politique industrielle

Pour la Fedil, l'embellie économique actuelle ne doit pas masquer le risque que fait courir au pays l'actuelle crise financière. Plus que jamais, elle appelle le gouvernement à agir.

MARC FASSONE

La conférence de rentrée d'automne de la Fedil est l'occasion, pour la fédération représentant l'industrie, le secteur de la construction et celui des services aux entreprises, de rappeler ses préoccupations et d'appeler le gouvernement à agir.

Le président de la Fedil, Robert Dennewald, a rappelé que la situation du Luxembourg était loin d'être réjouissante et qu'il faudrait des mesures courageuses pour redresser la situation et pérenniser la croissance économique, indispensable à la survie du modèle économique luxembourgeois.

Il revenait à Nicolas Soisson, le directeur de la Fedil, de dresser un inventaire de la situation.

Pour lui, «la compétitivité de l'économie continue à se dégrader par rapport à nos voisins».

Preuves à l'appui. Les coûts salariaux unitaires ont augmenté de 35% en douze ans au Luxembourg, contre 5% en Allemagne et 22% au sein de la zone euro; la production industrielle baisse à cause d'une demande qui s'essouffle; le secteur du transport est dans une situation difficile; le secteur des services aux entreprises doit faire face à des incertitudes accrues dues à sa dépendance à la Place; le mar-



Pour Robert Dennewald (au centre) et Nicolas Soisson (à droite), il faut agir pour enrayer la désindustrialisation du pays

ché de l'emploi reste atone, et les finances publiques, déficitaires.

Et logiquement, la Fedil appelle le gouvernement à agir dans le domaine de la simplification administrative, de la flexibilité du marché du travail ou de la promotion des métiers techniques et scientifiques. Et plaide pour une désindexation totale des salaires.

ACTION CONCERTÉE

Cette année, année de tripartite, Robert Dennewald a tout particulièrement mis l'accent sur le risque de désindustrialisation que court le pays. La désindustrialisation est un fait. Entre 1995 et 2010, la part

de l'industrie dans le PIB a chuté de plus de la moitié, en passant de 15,3% à 7,1%.

Pour lui, «l'industrie est le parent pauvre de la politique économique».

Avec comme conséquence «une vague de désindustrialisation qu'il s'agit de freiner».

Pour le patron de la Fedil, il faut prendre conscience de l'importance de l'industrie pour l'économie luxembourgeoise et pour son marché du travail.

«C'est pourquoi il faut tout mettre en œuvre pour consolider l'outil industriel existant et, à moyen et long terme, développer de nouvelles niches de compétences et attirer de nouveaux investissements in-

dustriels au Luxembourg.»

Industriels que l'on ne pourra attirer que si les coûts de production sont maîtrisés.

Pour ce faire, il lance l'idée de la création d'un haut comité public-privé pour le développement de l'industrie.

Haut comité inspiré par le Haut Comité de la Place financière, qui prendrait la forme d'un partenariat public-privé

et dont la tâche serait de permettre une collaboration et une meilleure coordination

entre les entreprises et les autorités et de réfléchir aux moyens de revitaliser le tissu industriel du pays.

Tout le monde aurait à y gagner, Robert Dennewald en est convaincu.